
Brochure n° 3084 | Convention collective nationaleIDCC : 1431 | **OPTIQUE-LUNETTERIE DE DÉTAIL**

Accord du 23 janvier 2020

relatif aux salaires minima

NOR : ASET2050491M

IDCC : 1431

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

FNOF ;**ROF,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

UNSA ;**CSFV CFTC ;****FS CFDT,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Dans le cadre de la négociation sur les salaires, les partenaires sociaux de la branche de l'optique-lunetterie de détail se sont réunis à plusieurs reprises au cours de l'année 2019, et se sont accordés sur la revalorisation des salaires minima de la branche.

Article 1^{er} | Champ d'application

Cet accord a pour vocation de s'appliquer à l'ensemble des entreprises de la branche optique-lunetterie, soit les entreprises relevant du code NAF 4778A, en métropole comme dans les DROM-COM.

Article 2 | Grille des minima

Les organisations professionnelles d'employeurs et les organisations syndicales de salariés représentatives pour la branche de l'optique lunetterie de détail ont adopté la grille salariale ci-dessous pour une base de 151,67 heures de travail mensuel.

Pour rappel, depuis l'accord de 2015 :

- les salariés classés au coefficient 150 bénéficient du salaire minimum applicable au coefficient 160 ;

- les salariés classés au coefficient 170 bénéficient du salaire minimum applicable au coefficient 180 ;
- les salariés classés au coefficient 190 bénéficient du salaire minimum applicable au coefficient 195 ;
- les salariés classés au coefficient 200 bénéficient du salaire minimum applicable au coefficient 210 ;
- les salariés classés au coefficient 240 bénéficient du salaire minimum applicable au coefficient 250.

Dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés :

Au regard de la situation concurrentielle au sein de la branche, indépendante de l'effectif salarié de l'entreprise, une différence de salaires minima serait facteur de distorsion de concurrence. Il n'y a donc pas lieu de différencier les mesures prévues par le présent accord selon que l'entreprise emploie plus ou moins de 50 salariés.

Coefficients	Montants
110	1 540,00 €
115	1 575,00 €
130	1 605,00 €
140	1 675,00 €
150	1 695,00 €
160	1 695,00 €
170	1 705,00 €
180	1 705,00 €
190	1 740,00 €
195	1 740,00 €
200	1 870,00 €
210	1 870,00 €
220	1 950,00 €
230	1 990,00 €
240	2 180,00 €
250	2 180,00 €
280	2 340,00 €
300	2 600,00 €
330	2 750,00 €
350	3 020,00 €
380	3 220,00 €

Article 3 | Formalités de dépôt et demande d'extension

Cet accord sera applicable à compter du premier jour du mois civil suivant la publication au *Journal officiel* de l'arrêté ministériel portant extension de celui-ci.

Le présent accord est établi en suffisamment d'exemplaires pour qu'un original soit notifié, conformément aux dispositions de l'article L. 2231-5 du code du travail à chaque organi-

sation représentative à l'issue du délai de signature fixé du jeudi 23 janvier 2020 au vendredi 7 février 2020 inclus.

À l'expiration du délai d'opposition de 15 jours, qui court à compter de la date la plus tardive de réception notifiant cet accord, il sera déposé, par la partie la plus diligente, en deux exemplaires, dont une version sur papier signée des parties et une version sur support électronique, auprès des services centraux du ministère du travail.

Les parties signataires sont convenues de demander l'extension du présent avenant simultanément au dépôt de l'accord.

Fait à Paris, le 23 janvier 2020.

(Suivent les signatures.)